

**V. LA CONSOLIDATION DES TRADITIONS  
RADICALES DE GAUCHE DANS LA RÉVOLUTION  
ALLEMANDE DE 1918-1919 :  
LA PHASE DE DÉSENCHANTEMENT  
RÉVOLUTIONNAIRE ET LES DÉBUTS DE LA  
FORMATION DES ORGANISATIONS  
COMMUNISTES DE GAUCHE ET SYNDICALISTES  
RÉVOLUTIONNAIRES**

**1. Le programme syndical communiste de gauche et les origines de l'unionisme allemand**

Avec l'écrasement de la seconde République des conseils de Bavière au début de mai 1919, la phase révolutionnaire des insurrections et des grèves de masse prit fin de manière abrupte. D'avril à décembre 1919, l'état de siège régna sans grandes interruptions dans l'Empire<sup>1</sup>. Dans le calme de la seconde moitié de l'année 1919, l'état d'esprit chez les travailleurs révolutionnaires, qui avaient participé aux luttes précédentes, hésitait entre la résignation et l'espoir d'une renaissance de la révolution sous la forme d'actions de masse dans l'hiver 1919-1920. Ils n'étaient pas prêts à reconnaître le nouvel État en voie de consolidation et l'ordre social capitaliste pour l'essentiel inchangé. L'Assemblée nationale avait été élue le 19 janvier 1919; après que des tractations avec l'USPD radicalisé eurent échoué, la social-démocratie majoritaire gouverna à partir de février 1919 grâce à une coalition avec les partis du centre et des démocrates<sup>2</sup>. Ce gouvernement n'était pas capable de prolonger les débuts de transformation de l'ordre social et économique existant qui avaient été mis en œuvre lors de l'effondrement de Novembre. Les sociaux-démocrates majoritaires s'étaient prononcés comme toujours pour la socialisation des industries de base après le 9 novembre et la constitution de l'Empire adoptée le 31 juillet 1919 prévoyait les mesures correspondantes; mais dans la pratique, les mesures de socialisation n'allèrent pas au-delà de quelques débuts sans suite de législation dans l'économie du charbon et de la potasse. L'idée constructive fondamentale de la révolution allemande, l'idée des conseils<sup>3</sup>, qui fut défendue le plus radicalement et le plus longuement par les communistes de gauche et les syndicalistes révolutionnaires, perdit de son actualité dans les masses elles-mêmes au cours de la seconde moitié de 1919 et elle fut réduite par le gouvernement en raison de sa prétention révolutionnaire; depuis mars 1919, il y avait une discussion autour d'un amarrage légal du mouvement des conseils, et, en tant que résultat de cette discussion, l'on vota le 4 février 1920 la loi sur les conseils d'entreprise. La lutte politique quotidienne commune des radicaux de gauche s'opposa à cette domestication du mouvement de socialisation et du mouvement des conseils en se projetant vers l'extérieur. Au sein des mouvements radicaux de gauche, qui se caractérisèrent alors, à cause du comportement du SPD et des syndicats au cours de la phase d'action d'après le Novembre

---

<sup>1</sup> Voir Ossip K. Flechtheim, *opus cité*, p. 61 sq.

<sup>2</sup> Pour ce qui suit, voir Arthur Rosenberg, *Geschichte der Weimarer Republik*, p. 72 sq.

<sup>3</sup> Voir à ce sujet Petre von Oertzen, *Betriebsräte*, p. 297 sq.

1918, par un deuxième et considérable afflux de membres à partir de juin 1919, il commença à se produire, avec le début de la consolidation organisationnelle des tendances traditionnellement disparates qui s'entre-croisaient depuis novembre 1918, un processus de clarification idéologique et de séparation. C'est avec la fondation de l'"Union Ouvrière Libre" (FAU) de la Rhénanie-Westphalie en septembre 1919 que se produisit la réunion organisationnelle des groupes syndicaux communistes de gauche, qui s'étaient constitués en unions, avec les syndicalistes révolutionnaires de la "Fédération Libre". Pourtant, en août 1919, les unions lancées par les communistes de gauche étaient, aussi bien du point de vue de l'organisation que de celui de l'idéologie, des structures nettement différentes de celles des syndicalistes révolutionnaires – bien qu'avec tout d'abord un nombre d'adhérents encore très réduit et pour cette raison ayant besoin de s'adosser à l'organisation déjà plus renforcée de la "Fédération Libre". En octobre, on en arriva finalement, avant tout à l'occasion de la question syndicale, du fait des machinations de Paul Levi, à la rupture organisationnelle avec une partie des communistes de gauche, lorsque leur porte-parole prit la défense de l'organisation de Hambourg. Dans la discussion sur le rôle du parti communiste dans la révolution, le communisme de gauche, avec une théorie indépendante imaginée par Pannekoek, s'opposa à la conception de la centrale du parti formulée par Radek et Levi.

La question syndicale était restée ouverte lors du Congrès constitutif du KPD(S); la plupart des membres du nouveau parti agirent pourtant au cours des mois suivants, conformément à l'état d'esprit prédominant du congrès, selon le mot d'ordre de "Quittons les syndicats!", et ils entrèrent bientôt en contradiction avec la centrale du parti dont la direction était passée à Paul Levi, après l'assassinat de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht. Si la question parlementaire sembla tout d'abord éclaircie par la résolution nettement négative du Congrès constitutif, la querelle des communistes de gauche avec la centrale se poursuivit jusqu'au deuxième congrès du parti en octobre 1919, en première ligne à propos de la formation de nouvelles organisations économiques<sup>4</sup>. Comme résultat des efforts couronnés de succès des communistes de gauche, il naquit au cours de l'année 1919, à côté de la "Fédération Libre", les débuts d'une seconde organisation syndicale sociale-révolutionnaire, laquelle reçut, comme la "Fédération Libre", son afflux d'adhérents de la foule des travailleurs qui s'étaient indignés de la politique des "syndicats libres" (qui s'appelaient désormais, depuis juillet 1919, "Allgemeine Deutsche Gewerkschafts-Bund" (ADGB) [Confédération Générale des Syndicats Allemands]), et qui, dans toutes les questions d'organisation et de tactique, fit également preuve de similitudes avec les syndicalistes révolutionnaires. Ce mouvement qui grandissait dans la tendance communiste de gauche déboucha au début de 1920 dans la fondation de l'AAUD, qui sera ultérieurement l'organisation syndicale parallèle du KAP.

Ce mouvement se trouvait sous d'autres influences que celle qui faisait autorité pour la "Fédération Libre" : tandis que, après 1908, la "Fédération Libre" avait reçu avant tout la marque française classique de la doctrine syndicaliste révolutionnaire – même si elle n'était pas très profonde –, ce mouvement syndical social-révolutionnaire récent définissait son programme sous l'influence des "Industrial Workers of the World" (IWW)<sup>5</sup>, l'organisation de lutte économique, radicale et de mauvaise réputation, qui naquit aux USA au début du XX<sup>e</sup> siècle et dont les racines historiques font remonter jusqu'à la théorie de la "One-Big-Union" de Robert Owen. Bien que ce mouvement ait déjà été caractérisé, de manière intention-

---

<sup>4</sup> C'est dans la "Kommunistische Räte-Korrespondanz" 1<sup>o</sup> année (1919), éditée par la Centrale du Parti depuis mai 1919, que l'on peut le mieux suivre l'affrontement ; y voir les nombreux articles *Zur Gewerkschaftsfrage* [La question syndicale] à partir de juillet : n<sup>o</sup> 11, 12, 13, 15/16, 17.

<sup>5</sup> Sur les causes de la naissance des IWW, voir Hans Bötcher, *opus cité*, p. 15-23. Voir aussi l'exposé officiel par les IWW de l'histoire de l'organisation : Fred Thomson, *The IWW. Its First Fifty Years (1905-1955). The history of an effort to organize the working class*, Chicago 1955. Voir l'exposé récent sur l'histoire des IWW : Philip S. Foner, *The Industrial Workers of the World 1905/1917*, New York 1965.

nellement polémique, comme du "syndicalisme révolutionnaire"<sup>6</sup> par les observateurs contemporains de sa création, il doit être distingué, en tant qu'unionisme<sup>7</sup>, du syndicalisme révolutionnaire d'observance française. Dans le mouvement unioniste en Allemagne, il y eut depuis sa création, deux tendances qui s'entre-croisèrent d'abord de manière inextricable, puis qui se combattirent mutuellement. La première tendance voyait dans l'union une organisation économique de lutte qui devait agir à côté de l'organisation politique de lutte, le parti. L'autre tendance voulait supprimer la séparation entre organisation économique et organisation politique, et elle voyait dans l'union l'organisation unitaire prolétarienne qui réunissait les deux fonctions<sup>8</sup>. Ainsi que cela a été décrit antérieurement<sup>9</sup>, les deux tendances se trouvent déjà manifestement durant la guerre dans l'opposition à la politique des "instances" des "syndicats libres".

Ce ne fut pas par hasard si les principes d'organisation de l'unionisme (l'organisation d'entreprise comme base d'organisation et la fédération d'industrie comme unité suprême d'intégration) se présentèrent dans le mouvement ouvrier d'opposition, peu après l'effondrement de Novembre, de manière indépendante dans les régions industrielles de la Ruhr et d'Allemagne centrale, ainsi que dans les grandes villes – en particulier en Allemagne du Nord –. Après la scission d'avec les anciens syndicats, le corps central de représentation avait été supprimé et c'est l'association du degré inférieur de l'organisation précédente, l'entreprise, qui s'offrit comme le moyen le plus efficace pour la défense des intérêts immédiats. L'on pouvait surtout y témoigner directement dans des comités d'action de sa volonté révolutionnaire sans la déléguer à un chef quelconque. « La lutte pour des comités d'action révolutionnaires et pour des conseils d'entreprise révolutionnaires, telle qu'elle éclata à cette époque-là dans toutes les branches d'industrie, se transforma petit à petit en une lutte pour des organisations d'entreprise révolutionnaires »<sup>10</sup>. Les organisations d'entreprise devaient se réunir en groupes locaux, en districts économiques et finalement en une grande fédération d'industrie. Comme le principe de l'organisation d'entreprise, celui de la fédération d'industrie résulte d'une tendance qui existait déjà dans le mouvement ouvrier, indépendamment de toute propagande. La forme d'association traditionnelle des syndicats, fondée sur les métiers, paraissait périmée en particulier à de vastes cercles d'ouvriers métallurgistes, étant donné l'effacement des frontières entre les métiers dans le processus industriel moderne et la concentration du capital qui croissait de manière incessante; l'appel en faveur des fédérations d'industrie se propagea en des lieux les plus divers du mouvement syndical<sup>11</sup>. La propagande unioniste se heurta, comme celle des syndicalistes révolutionnaires, à des tendances déjà existantes. Les débuts organisationnels unionistes naquirent de l'encouragement mutuel des comités d'action révolutionnaires et de la propagande pour partie pilotée directement par les IWW américains en Allemagne.

---

<sup>6</sup> Ici aussi la plupart des historiens du mouvement ouvrier allemand se joignent à tort aux invectives de la Centrale de Levi.

<sup>7</sup> C'est ce que dit d'abord Hans Bötcher, *opus cité*, p. 64 sq. Enfin, Peter von Oertzen (*opus cité* p. 207 sq.) a aussi disserté, dans son chapitre établi à partir de l'analyse de Bötcher, *Die Rolle der Unionen in der Räte-Bewegung* [Le rôle des unions dans le mouvement des conseils], sur le syndicalisme révolutionnaire proprement dit.

<sup>8</sup> Voir à ce sujet le "Kommunistische Arbeiterzeitung" (Hambourg), 1<sup>o</sup> année (1919), n<sup>o</sup> 93, où le membre du KPD de Hambourg, Fritz Sturm, constate justement en août 1919 l'existence de ces deux tendances à côté des partisans du travail à l'intérieur des vieux syndicats, ce qui est la position préconisée par le KPD(S). Voir aussi "Kommunistische Räte-Korrespondanz" 1<sup>o</sup> année (1919), n<sup>o</sup> 13.

<sup>9</sup> Voir le paragraphe sur les mouvements de grève spontanés durant la guerre.

<sup>10</sup> Hans Bötcher, *opus cité*, p. 65.

<sup>11</sup> Voir les exemples chez Hans Bötcher, *opus cité*, p. 59 sq.

Un observateur contemporain<sup>12</sup> témoigne de cette propagande directe des IWW pour ce qui concerne les ports d'immigration de Bremerhaven et de Hambourg, où il trouva en circulation, entre autres, des feuilles volantes, des journaux et des revues, en langue allemande, en provenance de la centrale des IWW à Chicago. Fritz Wolffheim renoua aussi des liens étroits avec ses amis américains des IWW. Si lui et Laufenberg avaient évité pendant la guerre toute référence directe et nominative aux IWW, ils firent tous deux publier en août 1919, dans la "Kommunistische Arbeiter-Zeitung", journal radical de gauche de Hambourg qui parut à partir de février 1919, des feuilles volantes dans lesquelles les travailleurs allemands étaient invités à rejoindre l'AAU, l'organisation allemande des IWW<sup>13</sup>; ces appels furent signés et aussi officiellement financés par les IWW. Un autre indice de l'aide financière de démarrage de l'unionisme allemand par les IWW américains réside dans l'activité du Germano-américain Karl Dannenberg qui, au début de 1919 – d'après des rapports de police – « muni de moyens financiers importants, avait établi une filiale des IWW à Brunswick »<sup>14</sup>. Dannenberg, membre depuis longtemps d'une tendance minoritaire des IWW aux Etats-Unis, développa une agitation très active en particulier en Allemagne centrale; il fut une figure importante pour l'unionisme allemand, avant tout comme co-initiateur idéologique, car la tendance de l'unionisme industriel qu'il représentait disparaissait déjà en 1920 dans l'AAU<sup>15</sup>. Tandis que l'on peut donc démontrer avec certitude les influences idéologiques qui sont à la source de la naissance de l'unionisme industriel, l'origine de l'idée d'organisation unitaire est moins claire. L'idée, selon laquelle la séparation du mouvement ouvrier en organisations économiques et politiques ne serait pas irrévocable, se trouve déjà occasionnellement avant la guerre dans les réflexions de Rosa Luxemburg<sup>16</sup>. Cette idée n'est plus ensuite vérifiable dans les cercles de la Ligue-"Spartacus" et les premiers articles parus anonymement sur l'organisation unitaire dans la "Arbeiterpolitik" font plutôt conclure à une apparition spontanée, sans médiation théorique.

Fröhlich témoigna, à la fin décembre 1919, de l'existence de comités d'entreprise révolutionnaires qui remplissaient leurs tâches au sens du KPD(S), dans toutes les grandes entreprises de Hambourg<sup>17</sup>. Les communistes hambourgeois continuaient leur politique de destruction des syndicats de manière énergique. Au début de 1919, ils prirent la décision de dissoudre par la force les syndicats locaux et de répartir les caisses syndicales entre les chômeurs. À Brême également, on en vint à l'occupation de la maison des syndicats. En août 1919, une conférence du district nord du KPD(S), avec Hambourg comme chef-lieu, fit à ses membres un devoir de sortir des syndicats<sup>18</sup>. Ces actions dépendaient cependant de l'initiative locale; la politique syndicale de la centrale du KPD(S) demeura sans orientation. Dans la mesure où les comités d'entreprise révolutionnaires dans les grandes villes et les grandes industries de l'Empire n'adhèrent pas à la "Fédération Libre" après le Congrès constitutif du KPD(S), ils restèrent d'abord dispersés et sans cohésion organisationnelle. La plus précoce des fondations d'organisation unioniste démontrables eut lieu le 30 mars 1919 dans la Ruhr, en réaction à l'attitude dilatoire de la direction du syndicat des mineurs par rapport aux

---

<sup>12</sup> *Ibidem*, p. 38. Bötcher raconte en un autre endroit (*opus cité*, p. 66) que l'Union de Bremerhaven portait même comme sous-titre le nom "Industrial Workers of the World".

<sup>13</sup> Voir le texte d'un tract dans l'Appendice documentaire n° V. Voir "KAZ" (Hambourg) 1<sup>o</sup> année (1919), n° 104.

<sup>14</sup> *Politische Akten der Regierung Düsseldorf* n° 15809/2. Voir aussi Hans Bötcher, *opus cité*, p. 68.

<sup>15</sup> Voir à ce sujet le paragraphe sur l'unionisme industriel de Brunswick. La remarque de Bötcher (*opus cité*, p. 66) selon laquelle Dannenberg aurait exercé une "influence décisive par la suite" n'est pas juste.

<sup>16</sup> Voir Rosa Luxemburg, *Massenstreik...*, p. 63. Voir aussi Walter Tormin, *opus cité*, p. 41. Cette idée émerge également dans les réflexions du Dr Friedeberg. Voir plus haut le paragraphe sur les localistes et la "Fédération Libre".

<sup>17</sup> Rapport du Congrès constitutif du KPD(S), p. 16.

<sup>18</sup> Voir Rudolf Rocker, *opus cité*, p. 18 sq.

revendications durant les grands mouvements de grève qui duraient depuis le mois de janvier<sup>19</sup>. Le 30 mars 1919, à la Conférence des mineurs révolutionnaires de l'ensemble de la région industrielle de la Rhénanie-Westphalie, siégeant à Essen, les délégués décidèrent contre 8 voix sur 475 la sortie de l'ancien syndicat des mineurs et la réunion dans une nouvelle organisation révolutionnaire sous le nom de l'"Union Générale des Mineurs". Les cotisations à l'ancienne organisation furent immédiatement bloquées. L'édifice de l'Union des mineurs était constitué, de bas en haut, des conseils de secteur de porion, des conseils d'entreprise, de conseils de district minier et d'un conseil central des charbonnages comme représentation suprême<sup>20</sup>. Adaptée à la structure d'entreprise de la mine, cette construction correspondait au principe de l'organisation d'entreprise et de la fédération d'industrie de l'unionisme, et elle était clairement distincte du modèle de construction de l'association de métier et de la fédération prôné par le syndicalisme révolutionnaire – comme nous le montrerons en détail plus loin –. Avec la débâcle, le 28 avril 1919, de la grève générale proclamée le 1<sup>o</sup> avril par l'"Union Générale des Mineurs", l'Union fut elle aussi mise en pièces par une gigantesque vague d'arrestations. Quand le conseil central des charbonnages appela au début de mai 1919 à la reconstitution des organisations de puits de mine, la centrale du KPD(S) se joignit à cet appel<sup>21</sup>, tandis que la "Fédération Libre" déclara ne pas être concernée par cet appel; elle commença à constituer sa propre Fédération des Mineurs<sup>22</sup>. C'est ainsi que la "Fédération Libre" entra pour la première fois, sur le plan de l'organisation, en conflit avec l'unionisme. Étant donné que les syndicalistes révolutionnaires constituaient un élément non négligeable de l'ensemble des membres de l'Union des Mineurs, qu'ils espéraient un programme plus clair et que la "Fédération Libre" ne fut pas nommément compromise par la défaite de l'"Union Générale des Mineurs" dans le mouvement de grève générale, elle nota dans les mois suivants un afflux rapidement croissant de mineurs<sup>23</sup>. L'"Union Générale des Mineurs" continua d'exister, mais elle resta dans l'ombre de l'organisation des syndicalistes révolutionnaires et elle se réunit en septembre de la même année avec celle-ci et d'autres petits groupes oppositionnels dans l'"Union Ouvrière Libre" de la Rhénanie-Westphalie.

La centrale du KPD(S) avait également favorisé en mai 1919, à côté de la reconstruction de l'"Union Générale des Mineurs", la création d'un syndicat révolutionnaire des ouvriers agricoles et d'un syndicat révolutionnaire des cheminots, lesquels s'effondrèrent en même temps que le mouvement de grève dont ils étaient issus<sup>24</sup>. Après comme avant, elle ne prit pas de position claire sur le mouvement de sortie des syndicats. Mais les dirigeants des organisations d'entreprise communistes et une grande partie de leurs membres en étaient déjà sortis au milieu de l'année 1919 sans en attendre le mot d'ordre de la centrale du parti, qui était assez inconséquente à cette époque-là; ils essayèrent de se rattacher à une organisation de lutte économique révolutionnaire<sup>25</sup>. Dans la Ruhr, une série de dirigeants des organisations

<sup>19</sup> Concernant la situation dans la Ruhr, voir pour les détails Peter von Oertzen, *Die grossen Streiks der Ruhrgebietarbeitschaft im Frühjahr 1919* [Les grandes grèves des travailleurs de la Ruhr au printemps 1919], dans "Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte", 6<sup>o</sup> année (1958), p. 238 sq.

<sup>20</sup> "Der Syndikalist", 1<sup>o</sup> année (1919), n<sup>o</sup> 17 ; Voir aussi : *Illustrierte Geschichte*, p. 329.

<sup>21</sup> Voir "Die Rote Fahne", 2<sup>o</sup> année (1919), n<sup>o</sup> 66. Le KPD(S), dans son appel, invitait au regroupement « dans l'organisation unitaire "Allgemeine Bergarbeiter-Union" ». La notion d'organisation unitaire était certes manifestation populaire, mais elle était très peu claire ; en effet le PC invitait en cela à la constitution d'une organisation dont le principe de laquelle contenait la négation du parti. La propagande en faveur de l'organisation unitaire par Paul Fröhlich lors du Congrès constitutif du parti avait été elle aussi déjà paradoxale

<sup>22</sup> "Der Syndikalist", 1<sup>o</sup> année (1919), n<sup>o</sup> 22.

<sup>23</sup> Voir le paragraphe sur la fondation de la "Freie Arbeiter-Union" de Rhénanie-Westphalie.

<sup>24</sup> Voir Rudolf Rettig, *opus* cité, p. 19.

<sup>25</sup> Voir à ce sujet et pour la suite le rapport hautement instructif d'un membre de l'AAU d'Essen avec de nombreux détails sur la consolidation organisationnelle ultérieure de l'unionisme allemand dans la Ruhr dans : "Der Klassenkampf. Organ der Allgemeine Arbeiter-Union (Revolutionäre Betriebsorganisationen) Wirtschaftsbezirk Rheinland-Westfalen", 1<sup>o</sup> année (1920), n<sup>o</sup> 15 : *Ist die KPD die Mutter der AAU ?* [Le KPD est-il la mère de l'AAU ?].

d'entreprise révolutionnaires prit contact avec l'"Union générale des Mineurs"; on les y refusa car l'Union n'acceptait exclusivement que les ouvriers industriels de la mine. D'autres structures ad hoc de l'opposition syndicale, comme le "Syndicat Ouvrier Général" de Düsseldorf, n'étaient pas acceptables pour eux « à cause de leur programme édulcoré »<sup>26</sup>. Ces dirigeants se réunirent le 15 août 1919 à Essen et ils fondèrent une "Union Ouvrière Générale" (AAU) avec l'approbation, à ce moment-là encore, de la centrale du KPD(S). Mais cette nouvelle fondation d'une union ne permettait pas cependant de s'affirmer face à la prépondérance organisationnelle de la "Fédération Libre" syndicaliste révolutionnaire.

Dans la Ruhr, au cours de l'année 1919, les noyaux d'organisation unionistes furent donc, peu de temps après, complètement pris en charge par la "Fédération Libre", sans qu'ils soient jamais tout à fait intégrés ensuite dans l'organisation syndicaliste révolutionnaire; la "Fédération Libre" n'avait pas seulement l'avantage d'être dans la lutte dès novembre 1918 et de pouvoir exercer une influence sur les ouvriers par le biais de son organe syndical et de son matériel de brochures, mais elle avait aussi à offrir des principes qui avaient été clarifiés par une discussion qui avait duré des années. La clarification et l'auto-explication théoriques de l'unionisme au contraire ne faisaient que commencer; et elles s'accomplirent – abstraction faite des courants secondaires de Dannenberg à Brunswick et de Rühle à Dresde – à Hambourg et à Brême. Dans l'organe de presse des communistes de gauche de Hambourg, parurent de mai à août 1919, sous la rubrique permanente "Contributions à la discussion de la question syndicale", de nombreux articles<sup>27</sup> dans lesquels il était fait de la propagande pour la sortie des syndicats et pour la formation d'organisations d'entreprise révolutionnaires, au sens de Laufenberg et de Wolffheim. Wolffheim écrivit avec confiance à la fin juillet que, de même que les IWW aux Etats-Unis avaient développé leurs forces révolutionnaires dans la lutte contre les anciens syndicats, et de même que la jeune "Union des Mineurs" était née dans la Ruhr de la lutte que les masses en grève avaient eu à mener contre le vieux syndicat des mineurs, de même l'idée de l'organisation d'entreprise révolutionnaire selon le modèle hambourgeois se développerait dans la lutte<sup>28</sup>. Les Hambourgeois s'étaient maintenant saisis du slogan populaire de l'organisation unitaire; ils faisaient pourtant la réserve que l'organisation prolétarienne de classe ne pourrait être une organisation unitaire économique et politique que lorsque son édification serait achevée; jusqu'à cet instant-là, il y aurait besoin d'un parti politique spécifique qui considérerait la propagande pour l'organisation unitaire et le système des conseils comme son but principal; le parti communiste ferait de la propagande pour l'organisation prolétarienne unitaire et le système des conseils afin de s'abolir comme parti politique avec la réalisation de ses revendications<sup>29</sup>. Le processus de clarification des principes qui se dessinait ici, dans l'unionisme hambourgeois, eut pour conséquence que là les conseils d'entreprise révolutionnaires ne s'en allèrent pas vers les syndicalistes révolutionnaires. L'agitation unioniste eut surtout du succès auprès des ouvriers des chantiers de construction navale; la KAZ (Hambourg) rapporta le 26 août 1919 que, sur les chantiers de construction navale de Hambourg, les travaux préliminaires étaient terminés; les masses ouvrières qui se situaient sur le terrain de la lutte de classe révolutionnaire et qui avaient rompu avec les syndicats, étaient sur le point de rassembler les organisations d'entreprise de l'ensemble de la construction navale dans une Union des Ouvriers des Chantiers Navals<sup>30</sup>. Le même rapport énumérait comme faisant déjà partie des organisations unionistes existantes :

---

<sup>26</sup> *Ibidem*.

<sup>27</sup> KAZ" (Hambourg), 1<sup>o</sup> année (1919), n<sup>o</sup> 25, 26, 31, 76, 77, 82, 83, 93, 99.

<sup>28</sup> "KAZ" (Hambourg), 1<sup>o</sup> année (1919), n<sup>o</sup> 76.

<sup>29</sup> "KAZ" (Hambourg), 1<sup>o</sup> année (1919), n<sup>o</sup> 77 : *Die proletarische Klassenorganisation*. C'est justement sur cette formulation que Paul Levi, lors du II<sup>o</sup> Congrès du KPD(S), fonda son argumentation selon laquelle les camarades de Hambourg seraient des syndicalistes révolutionnaires. Voir le rapport du II<sup>o</sup> Congrès du KPD(S), p. 21.

<sup>30</sup> "KAZ" (Hambourg), 1<sup>o</sup> année (1919), n<sup>o</sup> 99.

une union des marins, une union des bateliers en Haute Silésie, et l'"Union Générale des Mineurs" dans la Ruhr; finalement, il est question de la fondation de l'AAU le 15 du mois à Essen, laquelle est célébrée comme un pas décisif pour la consolidation de l'unionisme en Allemagne : « L'idée de l'organisation de classe prolétarienne avance, les "Ouvriers Industriels du Monde" commencent à prendre racine également en Allemagne »<sup>31</sup>. L'exercice direct d'une influence des communistes de gauche de Hambourg sur la fondation de l'AAU à Essen n'est ni démontrable ni vraisemblable. Pourtant, au même moment, le 16 août 1919, Wolffheim se présenta<sup>32</sup> au groupe local du KPD(S) de Hambourg avec un exposé qui tirait la conclusion de la discussion unioniste antérieure. Il essaya de caractériser historiquement les anciens syndicats comme des structures de la phase d'expansion du capitalisme dans laquelle celui-ci était encore dispersé et où la bourgeoisie n'était que sur le point de s'emparer du pouvoir; autrefois, il n'aurait pas pu encore s'agir pour le prolétariat d'anéantir la bourgeoisie en tant que classe; la lutte pour de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail, l'association selon le métier et la représentation des intérêts par les instances, étaient à l'ordre du jour dans cette phase. « Cette forme d'organisation a déjà conduit avant la guerre à ce que les travailleurs n'aient pas été à même de mesurer leurs forces avec le capitalisme grâce à des grèves de masse »<sup>33</sup>. Dans la phase actuelle, la phase finale du capitalisme, la lutte avec la bourgeoisie réclamait d'autres formes d'organisation. Cette caractérisation historique était adoptée<sup>34</sup> dans la brochure, qui paraîtra environ un mois plus tard, de l'ancien porte-parole brême des IKD et du camarade politique de Knief et de Fröhlich, Karl Becker<sup>35</sup>; ses réflexions débouchaient également sur la revendication d'une conduite organisationnelle des luttes de masse économiques par les organisations d'entreprise réunies dans l'"Union Ouvrière Générale", sur la création spontanée de laquelle il attirait l'attention avec force. L'idée des organisations d'entreprise et de leur rassemblement dans l'"Union Ouvrière Générale" avait émergé dans les masses elles-mêmes et elle avait constamment gagné du terrain<sup>36</sup>. Mais Becker avait une opinion différente de celle des unionistes hambourgeois, à savoir que le parti ne devait pas se dissoudre dans l'AAU. Pour Becker, les unions étaient des organisations syndicales qui s'étaient établies spontanément, et le KPD devait se servir d'elles au lieu de mener un travail de Sisyphe révolutionnaire à l'intérieur des anciens syndicats. Paul Fröhlich était encore d'accord sans restrictions en août 1919 avec cette conception de l'AAU<sup>37</sup>. Il était encore maintenant de cet avis : « Plus nous entrons dans de grandes luttes et plus le cri de : "Sortons des syndicats!" peut devenir un mot d'ordre de masse »<sup>38</sup>. Becker et Fröhlich n'abandonneront cette conception qu'au début de 1920. Le cercle gravitant autour de Karl Schröder à Berlin avait en tête, comme les communistes de gauche de Brême, un rôle tout à fait semblable pour les organisations d'entreprise révolutionnaires et il fit de la propagande

---

<sup>31</sup> *Ibidem*.

<sup>32</sup> La conférence fut aussitôt imprimée et elle parut fin août 1919 : Fritz Wolffheim, *Betriebsorganisation oder Gewerkschaft* [Organisation d'entreprise ou bien syndicat ?], Hambourg 1919.

<sup>33</sup> *Ibidem*, p. 9.

<sup>34</sup> Karl Becker, *Der Kampf um die Allgemeine Arbeiter-Union* [La lutte pour de l'AAU], p. 3-6. Becker met un accent particulier sur les phénomènes de bureaucratisation. Il décrit le gouvernement de la majorité socialiste de cette manière-là : « C'est ainsi qu'une bureaucratie d'État se joint à la vieille bureaucratie syndicale et de parti social-démocrates, et toutes les trois sont étroitement liées entre elles ». Voir aussi l'annonce de la brochure dans : "KAZ" (Hambourg), 1<sup>o</sup> année (1919), n<sup>o</sup> 155.

<sup>35</sup> Karl Becker, *Der Kampf um die Allgemeine Arbeiter-Union*, Brême 1920.

<sup>36</sup> *Ibidem*, p. 13 : « Ceci était tout à fait élémentaire ; une preuve de cela c'est que cette organisation de lutte destinée à la lutte économique des masses n'est pas une formation qui a été construite dans la tête des chefs communistes ».

<sup>37</sup> Voir aussi son article dans "Kommunistische Räte-Korrespondanz", 1<sup>o</sup> année (1919), n<sup>o</sup> 11 : *Gewerkschaften und Räte-system* [Syndicats et système des conseils].

<sup>38</sup> "Kommunistische Räte-Korrespondanz", 1<sup>o</sup> année (1919), n<sup>o</sup> 11.

pour son idée dans un organe de presse du KPD(S) pour le district économique du Grand Berlin.

Les communistes de gauche de Brême et de Hambourg montrèrent à quoi l'organisation de l'AAU devait ressembler avec les statuts de l'"Union Ouvrière Générale"<sup>39</sup>, à savoir le premier manifeste organisationnel de l'unionisme, qui furent proposés à la fin d'août 1919. Ces statuts partent de la supposition que toutes les organisations ouvrières existantes ont complètement échoué du point de vue révolutionnaire – un reflet de la résignation prédominante dans la seconde moitié de 1919 parmi les travailleurs révolutionnaires. Dans l'"Union Ouvrière Générale", tous les ouvriers et les employés de plus de 14 ans, dans des entreprises de plus de 20 salariés, devaient se rassembler dans des organisations d'entreprise; ils devaient élire un représentant pour 50 ouvriers organisés dans des organisations d'entreprise; ces représentants locaux devaient élire un comité central local qui devait s'associer, du point de vue de l'organisation et de l'agitation, avec ceux des localités voisines en districts et en régions économiques. Comme mesures préventives contre l'engourdissement bureaucratique, on refusait catégoriquement les institutions d'assistance; toutes les fonctions à l'intérieur de l'organisation devaient être accomplies sur la base du volontariat et les votes étaient révocables à tout instant; au moins une fois par mois il devait y avoir une assemblée des membres qui était l'instance suprême de la localité. Au stade actuel, conformément à ses statuts, l'AAU devait considérer la propagande pour le système des conseils comme sa tâche principale. « Lors de la victoire de la révolution sociale, l'"Union Ouvrière Générale" prendra, en tant qu'organisation de l'ensemble de la classe laborieuse, la direction de la production, et l'organisation des conseils deviendra ensuite l'organisation économique de la nouvelle société »<sup>40</sup>. L'unionisme allemand, en août 1919, en était à ses débuts du point de vue de l'organisation, mais il était établi dans ses traits fondamentaux du point de vue idéologique. Ce qui s'opposait à son extension c'était, en dehors des difficultés de l'état de siège, la supériorité organisationnelle de la "Fédération Libre" et la politique syndicale de la centrale du KPD(S), qui avait été introduite en octobre 1919 avec les directives relatives à la question syndicale lors de son II<sup>o</sup> Congrès.

## **2. La fondation de l'"Union Ouvrière Libre" de la Rhénanie-Westphalie**

La "Fédération Libre" des syndicalistes révolutionnaires avait été, dans le mouvement de grève générale de la Ruhr en avril 1919, à côté du KPD(S) et de l'USPD la troisième force motrice à l'intérieur de l'"Union Générale des Mineurs". Après l'écrasement de la grève générale par le gouvernement social-démocrate majoritaire et avec l'aide des "syndicats libres", l'exaspération due à ces événements poussa les ouvriers révolutionnaires en grand nombre vers la "Fédération Libre". Ce n'est qu'alors que l'organisation obtint une véritable base de masse. Quand les syndicalistes révolutionnaires décrivaient dans leur agitation la grève générale de la Ruhr qui avait été écrasée comme la lutte « pour le pain et la liberté contre l'union du capital, du militarisme, du gouvernement social-démocrate et des chefs des syndicats centralisés réunis dans l'ADGB »<sup>1</sup>, cela correspondait exactement aux expériences

<sup>39</sup> Voir "KAZ" (Hambourg), 1<sup>o</sup> année (1919), n<sup>o</sup> 99. Les statuts ont également été distribués sous la forme d'une brochure. Voir l'Appendice documentaire n<sup>o</sup> IV.

<sup>40</sup> *Ibidem*.

<sup>1</sup> "Der Syndikalist", 1<sup>o</sup> année (1919), n<sup>o</sup> 21 : *Sozialdemokratie und Bergarbeiterstreik* [La social-démocratie et la grève des mineurs].

des ouvriers radicaux et leur faisait prendre confiance dans la "Fédération Libre". L'"Union Générale des Mineurs" avait été complètement détruite<sup>2</sup> à la fin d'avril par l'emprisonnement de ses chefs et du fait que tout le répertoire d'adresses, avec les noms de ses hommes de confiance, était tombé par trahison aux mains de la police. Ce sont les syndicalistes révolutionnaires, lesquels ne prirent pas part à la reconstruction de l'Union des Mineurs, mais fondèrent leur propre Fédération des Mineurs<sup>3</sup>, qui eurent le plus gros afflux en provenance des rangs des ouvriers qui, déçus, se détournèrent de leurs anciens syndicats; les anciennes unions syndicales perdirent d'avril à juin 1919 en tout à peu près un quart de leurs membres chez les mineurs de la Ruhr, et même presque la moitié dans certains districts<sup>4</sup>. Fritz Kater écrivit au début de mai 1919 que la "Fédération Libre" était en voie de croissance rapide. « Maintenant, le syndicalisme révolutionnaire est aussi consolidé en Allemagne, et il attire en masse les ouvriers principalement de la mine, de l'industrie sidérurgique et métallurgique »<sup>5</sup>. Le succès de l'agitation syndicaliste révolutionnaire reposait avant tout sur la violente polémique de la "Fédération Libre" à l'encontre de la "trahison" des directions des unions syndicales. Un tract du début de juillet 1919 par exemple, dans lequel il est dit entre autres les choses suivantes des chefs syndicaux, donne une impression aussi bien frappante que grotesque de la pratique de cette publicité polémique de la part des syndicalistes révolutionnaires<sup>6</sup> :

« Mais la chose la plus lamentable et la plus triste c'est qu'ils prennent ces fonds sur les sous des ouvriers et non pas sur le capital, ou bien en recevraient-ils aussi des appointements, car l'on n'entend pas beaucoup qu'ils importunent ces messieurs? Et donc, mineurs, ouvrez les yeux! Si vous ne vous laissez pas amener sous le joug, si vous vous mettez sur la défensive et si vous vous organisez dans la Fédération Libre des Mineurs, vous déciderez alors par vous-mêmes ce que vous paierez et ce qui devra être fait avec l'argent. Nous n'avons pas de fonctionnaires. Le dernier membre admis a exactement les mêmes droits que le président, qui porte simplement ce nom mais ne touche pas un pfennig. Mais celui qui n'a pas beaucoup d'argent de reste, celui-là peut s'abstenir et se procurer à manger ou acheter des souliers à ses enfants, au lieu d'entretenir grassement et richement ces bonzes syndicaux. Mineurs, mettez vos livrets syndicaux en tas et faites-en un feu d'enfer auxquels les représentants syndicaux, qui sont froids envers leurs adhérents et les ouvriers, pourront un peu se réchauffer et se dégeler. Avec les saluts de la "Fédération Libre" des mineurs que l'on appelle les syndicalistes révolutionnaires. »<sup>7</sup>

À la mi-août 1919, on annonça, dans l'organe syndical de la "Fédération Libre", « comme un succès de l'agitation orale et écrite, un nombre d'adhérents tout près de 60 000 »<sup>8</sup>. À la fin du même mois, la première fédération syndicaliste révolutionnaire, celle des mineurs, se constitua en Allemagne. À l'intérieur de cette association nationale des mineurs, la discussion à propos de la construction d'une fédération entre la "Fédération Libre", l'"Union Ouvrière Générale" et l'"Union Générale des Mineurs", eut pour effet que le

---

<sup>2</sup> Voir à ce sujet le rapport très instructif dans : "KAZ" (Hambourg), 1<sup>o</sup> année (1919), n<sup>o</sup> 128 : *Die Arbeiter-Union im Reich* [L'union ouvrière dans l'Empire].

<sup>3</sup> *Der Syndikalist*, 1<sup>o</sup> année (1919), n<sup>o</sup> 22.

<sup>4</sup> Voir Peter von Oertzen, *Die grosse Streiks...*, loc. cit., p. 235. Von Oertzen se trompe cependant lorsqu'il pense que ceux qui sont partis ont rejoint « dans leur grande majorité l'Allgemeine Bergarbeiter Union nouvellement constituée ». Voir "KAZ" (Hambourg) 1<sup>o</sup> année (1919), n<sup>o</sup> 128 : « Les délégués et les mineurs qui ont été fidèles à la décision d'Essen - c'est-à-dire de constituer une Allgemeine Bergarbeiter-Union - n'ont pu se réunir que bien plus tard pour mettre cette décision en application ».

<sup>5</sup> "Der Syndikalist", 1<sup>o</sup> année (1919), n<sup>o</sup> 20.

<sup>6</sup> La grammaire, l'orthographe et la ponctuation de l'original (allemand bien sûr - NdT) sont conservées.

<sup>7</sup> Cité dans : Hans Spethmann, *Zwölf Jahre Ruhrbergbau* [Douze ans à la mine], Berlin 1928, vol. II, p. 19.

<sup>8</sup> "Der Syndikalist", 1<sup>o</sup> année (1919), n<sup>o</sup> 36.

principe de la fédération de métier du syndicalisme révolutionnaire<sup>9</sup> fut abandonné en faveur du principe de l'organisation du puits de mine, c'est-à-dire du principe de l'organisation d'entreprise unioniste<sup>10</sup>. À la place du modèle d'organisation, compliqué et encore à construire, du syndicalisme révolutionnaire, lequel prévoyait un rassemblement des ouvriers en fonction de leur profession et la réunion de ces syndicats de métier d'une localité dans une union locale ou une bourse du travail, c'est le schéma de l'organisation d'entreprise, bâti directement sur les conseils d'entreprise révolutionnaires déjà existants, qui s'imposa. L'intrication et la complémentarité des principes syndicalistes révolutionnaires et unionistes apparurent au grand jour dans une forme encore plus évidente qu'à l'intérieur de la Fédération des Mineurs de la "Fédération Libre", lors de la fondation de l'"Union Ouvrière Libre" de Rhénanie-Westphalie, qui se constitua les 15 et 16 septembre 1919 lors d'une conférence des groupes syndicaux révolutionnaires convoquée à Düsseldorf.

Les organisations suivantes s'étaient rassemblées dans ce congrès, avec l'intention d'une fusion organisationnelle : la "Fédération Libre" des syndicalistes révolutionnaires, le "Syndicat Ouvrier Général", l'"Union Générale des Mineurs", l'"Union Ouvrière Générale" (Essen) et l'"Union Ouvrière Générale Allemande" (Düsseldorf)<sup>11</sup>. Les 105 délégués du congrès se partageaient de la manière suivante entre les organisations représentées : 46 délégués représentant 99 groupes locaux pour la "Fédération Libre", 33 délégués représentant 30 groupes locaux pour le "Syndicat Ouvrier Général", 14 délégués pour l'"Union Générale des Mineurs", 8 délégués pour l'"Union Ouvrière Générale Allemande" (Düsseldorf), et 4 délégués pour l'"Union Ouvrière Générale" (Essen)<sup>12</sup>. Ces chiffres donnent une idée de la force relative des différents groupements syndicaux. Ce furent « les membres de ces organisations, et en particulier les mineurs »<sup>13</sup>, qui poussèrent à la fusion afin d'élever la force de frappe politique des syndicats sociaux-révolutionnaires de la Ruhr.

En dehors de la "Fédération Libre", les autres groupes représentés au congrès avaient profité eux aussi du mouvement de sortie des mineurs hors des anciens syndicats après la conclusion de la grève générale à la fin d'avril 1919. La plus vieille de ces quatre organisations, le "Syndicat Ouvrier Général", était déjà né en 1917 à Düsseldorf, à partir de l'opposition locale à la politique de guerre des syndicats allemands. Le Syndicat s'était fait avant tout le porte-parole de revendications salariales radicales<sup>14</sup>. Tandis que des groupes d'opposition similaires dans la région de la Ruhr, par exemple le "Syndicat Ouvrier Général" de Duisburg<sup>15</sup>, s'étaient rattachés peu après l'effondrement de Novembre à la "Fédération Libre", le Syndicat de Düsseldorf, en vertu de son fort enracinement local, resta indépendant et il reçut de nouvelles impulsions du fait de l'afflux de mineurs à partir de la fin avril 1919. En tant que groupe le plus fort, après la "Fédération Libre", au Congrès constitutif de la FAU, il fit preuve d'une importante force d'inertie organisationnelle : « Le "Syndicat Ouvrier Général" a fusionné sur la base de la connaissance des nécessités tactiques, mais notre

---

<sup>9</sup> Voir Fritz Kater : *Ortsverein oder Betriebsorganisation ?* [Union locale ou organisation d'entreprise ?], dans : "Der Syndikalist", 2<sup>e</sup> année (1920), n<sup>o</sup> 2. Kater y défend expressément le principe du syndicat professionnel qui est aussi postulé dans la Déclaration de principe du Congrès constitutif de la FAUD ; mais il attire l'attention sur le fait que les mineurs de la Ruhr ont préféré l'organisation par puits.

<sup>10</sup> Voir le projet de statuts pour l'organisation par puits des mineurs dans : "Der Syndikalist", 1<sup>o</sup> année (1919), n<sup>o</sup> 47.

<sup>11</sup> Ici et pour la suite, voir "KAZ" (Hambourg), 1<sup>o</sup> année (1919), n<sup>o</sup> 128 ; "Der Kommunist" (Brême), 1<sup>o</sup> année (1918/19), n<sup>o</sup> 139 ; "Der Syndikalist", 1<sup>o</sup> année (1919), n<sup>o</sup> 42.

<sup>12</sup> "Der Syndikalist", 1<sup>o</sup> année (1919), n<sup>o</sup> 42.

<sup>13</sup> "KAZ" (Hambourg), 1<sup>o</sup> année (1919), n<sup>o</sup> 128.

<sup>14</sup> "Der Syndikalist", 1<sup>o</sup> année (1919), n<sup>o</sup> 53.

<sup>15</sup> "Der Syndikalist", 1<sup>o</sup> année (1919), n<sup>o</sup> 18, *Briefkasten* [Boîte aux lettres] : « Sur demande, nous annonçons que seul l'Allgemeine Arbeiter-Verband de Düsseldorf se situe à l'extérieur de notre mouvement syndicaliste révolutionnaire. L'Allgemeine Arbeiter-Verband de Duisbourg a introduit le "Syndikalist" comme obligatoire ».

syndicat ne s'est pas dissous»<sup>16</sup>. Sur les vestiges de la première "Union Générale des Mineurs" qui avait été fondée le 30 mars 1919 à Essen, s'est constitué dans l'illégalité, de mai à septembre, avec les encouragements du KPD(S), mais pourtant assez lentement, un nouveau noyau d'organisation. La KAZ de Hambourg écrivit, après que la base de la deuxième Union des Mineurs a été créée dans les circonstances incommodes de l'état de siège, que l'on avait commencé une vaste agitation non seulement dans la région de la Ruhr mais aussi dans tous les bassins houillers d'Allemagne et qu'en peu de temps des milliers de mineurs s'étaient joints à l'organisation<sup>17</sup>. C'est en particulier dans cette organisation, qui avait fusionné avec la FAU mais qui ne s'était pas dissoute, que se recruta bientôt, après le Congrès de septembre, la plus grande partie du courant de Gelsenkirchen de la FAU, orienté vers le parti communiste, qui, après la fondation du KAP, resta en relation – même si celle-ci était remise en question de manière permanente – avec le KPD et duquel naquit en 1921 l'"Union des Travailleurs Manuels et Intellectuels d'Allemagne". Durant les événements révolutionnaires, les ouvriers communaux de Düsseldorf avaient créé un syndicat à eux dans l'"Union Ouvrière Générale Allemande"<sup>18</sup>. De ce syndicat, de même que de l'AAU d'Essen, qui était la plus faiblement représentée et qui n'avait qu'une durée de vie d'un mois, il est impossible de dire avec certitude dans quelle mesure la clarification idéologique, destinée à soutenir le programme de l'unionisme défendu par les communistes de gauche de Hambourg et de Brême, avait déjà été accomplie en septembre; mais l'entrée en scène consciente des représentants communistes de gauche de l'unionisme dans les négociations du congrès démontrait qu'ils avaient l'intention de se distinguer nettement des syndicalistes révolutionnaires. Même avant le Congrès constitutif de la FAUD en décembre 1919, il était devenu tout à fait clair que l'AAU d'Essen ne pensait pas réellement accepter les principes syndicalistes révolutionnaires de l'ex-"Fédération Libre"<sup>19</sup>. La "Fédération Libre" elle-même avait déjà en définitive, avant la première guerre mondiale, à côté de Berlin, son centre de gravité organisationnel dans la Ruhr. Elle y existait depuis 1901 et elle y avait établi de solides cadres jusqu'en 1914. Le "Syndikalist" relatait incidemment que, malgré l'impossibilité de toute activité d'agitation sous la pression de la loi martiale depuis août 1914, c'était justement au cours de ces années-là que cela avait commencé à "marcher", avant tout auprès des mineurs de la Ruhr. « La reconnaissance de l'essence véritable de leurs vieilles organisations leur apparut, et l'esprit syndicaliste révolutionnaire commença de plus en plus à s'imposer »<sup>20</sup>. Cette disposition des mineurs de la Ruhr à accueillir l'agitation syndicaliste révolutionnaire conduisit à un changement de structure dans la composition sociale des membres de la "Fédération Libre"; si, jusqu'à l'exclusion du SPD (1908), le groupe professionnel des maçons avait été incontestablement le plus fort dans la "Fédération Libre", ses membres se recrutaient maintenant avant tout dans les rangs des mineurs. L'organisateur en chef du syndicalisme révolutionnaire dans la région de la Ruhr fut, avant comme après la guerre, le carreleur Carl Windhoff; c'est surtout à son habileté dans les négociations que la tenue de la conférence de septembre des syndicats sociaux-révolutionnaires à Düsseldorf est redevable<sup>21</sup>.

Les tensions et les difficultés organisationnelles internes, provoquées par l'origine et la particularité des organisations qui prirent part à ce rassemblement dans la FAU de Rhénanie-

<sup>16</sup> "Der Syndikalist", 1<sup>o</sup> année (1919), n<sup>o</sup> 53 : *Mitteilung an die Mitglieder des bisherigen Allgemeinen Arbeiter-Verband, jetzt verschmolzen in der "Freie Arbeiter-Union"* [Communication aux membres de l'ex-Allgemeine Arbeiter-Verband, qui a actuellement fusionné avec la "Freie Arbeiter-Union].

<sup>17</sup> "KAZ" (Hambourg), 1<sup>o</sup> année (1919), n<sup>o</sup> 128 ; "Der Kommunist" (Brême), 1<sup>o</sup> année (1918/19), n<sup>o</sup> 139.

<sup>18</sup> "KAZ" (Hambourg), 1<sup>o</sup> année (1919), n<sup>o</sup> 128

<sup>19</sup> "KAZ" (Hambourg), 2<sup>o</sup> année (1920), n<sup>o</sup> 4 : *Die Essener AAU gegen die Syndikalisten* [L'AAU d'Essen contre les syndicalistes révolutionnaires].

<sup>20</sup> "Der Syndikalist", 1<sup>o</sup> année (1919), n<sup>o</sup> 42.

<sup>21</sup> C'est ce que dit Rocker, *Memoiren*, vol. III, p. 194.

Westphalie, se manifestèrent déjà dans les négociations de la Conférence constitutive. Il y avait face à face le programme de l'unionisme<sup>22</sup> défendu par les communistes de gauche et le programme du syndicalisme révolutionnaire défendu par la "Fédération Libre". Au premier jour des négociations (le 15 septembre 1919), chacun des cinq groupes représentés nomma un rapporteur qui devait exposer les principes de son organisation. Aussitôt, les deux positions se manifestèrent. Dans la discussion des fondements de la nouvelle organisation, Rudolf Rocker de la "Fédération Libre" invita à l'unification sur la base du programme adopté en 1906 par le VII<sup>e</sup> Congrès de celle-ci<sup>23</sup>, dont les passages les plus importants furent lus en public. Fritz Kater déclara que la "Fédération Libre" n'était pas prête à retirer quoi que ce soit de ce programme. Là-dessus, lors du second jour des négociations, les représentants de l'"Union", auxquels se joignirent une partie des syndicalistes révolutionnaires, se réunirent et posèrent « aux syndicalistes révolutionnaires extrémistes un ultimatum pour fonder une organisation articulée en groupes d'industrie sur la base de l'organisation d'entreprise et se plaçant sur le terrain du système des conseils »<sup>24</sup>. Si la "Fédération Libre" ne prenait pas en considération cet ultimatum, les délégués des Unions quitteraient le Congrès et ils mettraient en œuvre la fusion sans les syndicalistes révolutionnaires dans une conférence particulière. Après une brève délibération, Kater déclara, pour la "Fédération Libre", vouloir abandonner cette attitude intransigeante et l'on en arriva à un accord. Le nom de la nouvelle organisation "Union Ouvrière Libre (Syndicalistes)" témoignait de la fusion des deux positions; on reprit l'idée devenant populaire de l'Union sans renoncer à l'étiquette de "Syndicalistes" (révolutionnaires). Les lignes directrices communes<sup>25</sup> que l'on adopta finalement portaient elles aussi les signes du compromis. On put se mettre facilement d'accord sur les principes généraux comme la lutte de classe économique révolutionnaire et l'action directe (Point II); de même sur les institutions d'assistance (Point IV). L'accord fut plus difficile sur la forme d'organisation et la position par rapport aux partis politiques. Les syndicalistes révolutionnaires imposèrent certes leur principe du syndicat de métier, mais la fédération de loin la plus puissante, celle des mineurs, s'édifia selon le modèle unioniste des organisations de puits de mine (Point I, b). Pour ce qui concerne la position par rapport aux partis politiques, les syndicalistes révolutionnaires étaient encore à cette époque en désaccord entre eux; la recommandation de la réunion de décembre 1918 d'adhérer à des partis de gauche était maintenant devenue une formule de simple autorisation (Point V). Que Rocker, qui rejetait en général l'appartenance à un parti, n'ait pas encore imposé ses vues, n'était sûrement pas dû en fin de compte aux communistes de gauche et à leur influence sur les lignes directrices. À la Conférence constitutive de la FAU de la Rhénanie-Westphalie, ce sont les syndicalistes révolutionnaires qui ont pris l'ascendant en raison de leurs solides bases idéologiques et organisationnelles contre l'unionisme communiste de gauche en voie de formation. L'unification ne se réalisa cependant pas sans concessions de la part des syndicalistes révolutionnaires; qu'elle puisse durer, ce n'était pas très vraisemblable depuis le début. Rudolf Rocker, qui avait une position dirigeante dans la Conférence d'unification, écrivit rétrospectivement sur les organisations qui fusionnèrent avec la "Fédération Libre" : « Ces organisations étaient proches de nous du point de vue purement émotionnel bien

---

<sup>22</sup> Voir la caractérisation - assurément pas du tout impartiale - par Rocker des porte-parole unionistes : « La plupart d'entre eux n'étaient entrés que depuis peu de temps dans le mouvement révolutionnaire et ils ne disposaient pas d'un gros bagage intellectuel, mais en revanche de tout un flot de formules creuses qu'ils avaient principalement ramassées chez les communistes ». Rudolf Rocker, *Memoiren*, vol. III, p. 194.

<sup>23</sup> "Der Syndikalist", 1<sup>o</sup> année (1919), n<sup>o</sup> 42. Rocker tentait en autres choses d'argumenter vis-à-vis des communistes de gauche que le système des conseils n'était pas une invention bolchevique, mais qu'il avait été défendu déjà avant 1870 par les syndicats latins lors de congrès internationaux et nationaux.

<sup>24</sup> "KAZ" (Hambourg), 1<sup>o</sup> année (1919), n<sup>o</sup> 128.

<sup>25</sup> "Der Syndikalist", 1<sup>o</sup> année (1919), n<sup>o</sup> 42. Voir aussi l'Appendice documentaire n<sup>o</sup> VI.

qu'elles ne connaissent que superficiellement nos principes »<sup>26</sup>. L'union était plus qu'une relation de cartel dans laquelle chaque groupe aurait conservé son indépendance organisationnelle, elle était une fusion; mais les éléments hétérogènes de cette fusion empêchèrent qu'il en résulte jamais une nouvelle structure organisationnelle cohérente. Dès que l'Union des Mineurs commença à attirer à elle des quantités d'ouvriers plus importantes dans l'Empire et que des Unions Ouvrières commencèrent à se répandre selon le modèle d'Essen, dès que le processus de clarification théorique eut progressé dans l'unionisme allemand, ces éléments unionistes se séparèrent de l'alliance dans la FAU. En décembre 1919, la cohésion semblait encore possible et la FAU se constitua à l'échelle de l'Empire en "Union Ouvrière Libre d'Allemagne" (FAUD). Pourtant, déjà en février 1920, les unionistes tinrent leur première conférence nationale indépendante. La fluctuation entre les deux organisations, la FAUD et l'AAUD qui allaient bientôt se constituer, fut toujours très forte dans les années suivantes en raison des affinités que l'on présentait; les frontières étaient, dans beaucoup de localités, imprécises et les réunifications locales n'étaient pas rares. Cependant, le syndicalisme révolutionnaire allemand et l'unionisme allemand se développèrent tendanciellement de manière séparée à partir du début de 1920 et ils restèrent séparés jusqu'à leur fin commune et irrévocable après la prise de pouvoir par les nazis.

### **3. La scission de l'opposition communiste de gauche au Congrès de Heidelberg du KPD(S)**

Le KPD(S) avait perdu, dans la phase d'action qui va de sa fondation jusqu'à la fin d'avril 1919, ses personnalités dirigeantes du fait de leur mort (Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht, Leo Jogiches, Johann Knief, etc.) et son organisation fut disloquée; elle consistait pour l'essentiel en noyaux d'organisation dans les grandes villes et dans les régions industrielles de l'Allemagne centrale et de la Rhénanie, vis-à-vis desquels la centrale de Berlin était passablement impuissante et sans influence, d'autant qu'elle devait travailler à nouveau dans l'illégalité – comme la Ligue-"Spartacus" durant la guerre – du fait de l'état de siège permanent depuis avril 1919<sup>1</sup>; l'organe central du KPD(S), la "Rote Fahne", fut interdit de parution en janvier et en mars 1919, et de mai à décembre. À l'époque de la cessation de l'action, depuis la fin d'avril, Paul Levi, qui avait été élu à la centrale par cooptation et à la vérité contre sa volonté, s'imposa avec un cours qui cherchait de manière préméditée à pousser hors du parti les communistes de gauche et les syndicalistes révolutionnaires. Levi voyait en eux les responsables des défaites durant la phase d'action et donc les coupables de la dislocation présente du parti. Il savait très bien que la déception issue de la stérilité de ces luttes avait rendu réceptives de grandes quantités d'ouvriers à de nouvelles formes d'organisation et à des mots d'ordre plus radicaux, comme ceux qui circulaient chez les communistes de gauche et les syndicalistes révolutionnaires. Il rappelait que le communiste devait également rester ferme « quand la crise du prolétariat trouve son expression dans la phraséologie pseudo révolutionnaire d'origine syndicaliste »<sup>2</sup>. Ce qui faisait le communiste, ce n'était pas le fait d'employer la phraséologie la plus radicale mais le fait de disposer de la vision la plus claire de la situation sociale. Les mesures de Paul Levi pour établir l'autorité de

<sup>26</sup> Rudolf Rocker, *Memoiren*, vol. III, p. 193.

<sup>1</sup> Voir à ce sujet le rapport d'activité de la Centrale dans : *Bericht du 2. Parteitag der KPD(S)* [Rapport du II<sup>e</sup> Congrès du KPD(S)], p. 26 sq.

<sup>2</sup> "Die Internationale", eine Wochenschrift für Praxis und Theorie des Marxismus", 1<sup>o</sup> année (1919), cahier 15/16, p. 284.

la centrale du parti furent les premiers pas sur le chemin de la centralisation organisationnelle qui ne s'imposa définitivement qu'au V<sup>o</sup> Congrès du KPD(S) en octobre 1920; elles semblèrent justifiées de manière particulière au milieu de l'année 1919 en raison de la situation d'illégalité et elles n'avaient rien à voir avec le "centralisme démocratique" des bolchevicks; les mesures de centralisation dans le parti, prises par Levi, résultaient de l'aporie dans laquelle le parti était tombé dans les mois passés avec le cours qui avait été établi lors du Congrès constitutif.

Paul Levi donna néanmoins prise, avec ses efforts pour un raffermissement organisationnel du KP, à la critique la plus violente. Au début d'août 1919, les communistes de gauche de Hambourg par exemple analysèrent ces tendances centralisatrices dans le parti comme des conséquences du fait que, jusqu'à récemment, une partie non négligeable de ses membres avait été organisée dans l'USPD, un parti qui, comme le SPD, était « une organisation de domination des masses par ses chefs »<sup>3</sup>. Le KPD(S), qui était issu du mouvement radical de gauche, avait pourtant, en tant que parti du mouvement de masse, rompu fondamentalement avec le principe des chefs; il devait considérer comme sa tâche principale « de trouver la forme la plus adéquate d'organisation pour une masse libérée, dans ses mouvements, de toutes ses chaînes bureaucratiques »<sup>4</sup>, forme qui permettrait aux masses d'entrer en scène en agissant par elles-mêmes. Le premier accrochage entre les communistes de gauche, représentés par l'organisation hambourgeoise, et la centrale du parti se produisit à la Conférence nationale du KPD(S) qui se tint à la mi-août 1919 à Francfort/Main<sup>5</sup>. Dans son rapport, Paul Levi y prit à nouveau fait et cause pour le travail dans les parlements et il rejeta l'idée de l'organisation unitaire, sans donner encore le mot d'ordre du travail à l'intérieur des syndicats existants<sup>6</sup>. Dans le même temps, il débuta sa polémique contre les communistes de Hambourg dans lesquels il voyait « le lieu de ralliement de l'opposition »<sup>7</sup>. Levi n'avait pas une position facile vis-à-vis de la tendance communiste de gauche qui prédominait encore dans presque toutes les organisations de l'Empire. Les procédures tactiques qu'il appliqua dans cette situation, afin de faire passer ses principes, ne correspondirent certainement pas au principe démocratique de la formation de la volonté; elles furent promptement dénoncées par les Hambourgeois comme « les premiers débuts d'un nouveau fonctionariat... qui tente de se nicher dans le parti communiste »<sup>8</sup>. Tandis que, à la Conférence d'août, chacun des 22 districts du parti dans l'Empire, qui parfois avaient beaucoup plus de 10 000 adhérents, se voyait attribuer seulement un délégué, les membres ayant droit de vote de la centrale s'étaient présentés presque au complet et ils avaient – d'après le rapport des Hambourgeois – invité tous les rédacteurs, les secrétaires de district et les orateurs itinérants, et « amené avec eux un grand nombre de bons amis et de fidèles voisins pour les soutenir »<sup>9</sup>; si la centrale avait eu la majorité de cette façon, la scission du parti, qui ne commença à s'effectuer ensuite qu'en octobre 1919, aurait déjà eu lieu à cette époque. La centrale ne trouva pas la majorité qu'elle recherchait étant donné que les rédacteurs et les secrétaires de district réunis penchaient de manière prédominante vers la position des communistes de gauche. On fixa pour la nouvelle conférence nationale, qui devait être convoquée dans les prochaines huit semaines, un mode de vote déterminé; mais la centrale ne s'engagea pas à ce que seuls les délégués choisis par

<sup>3</sup> "KAZ" (Hambourg), 1<sup>o</sup> année (1919), n<sup>o</sup> 83 : *Die Wurzeln der Diktatur* [Les racines de la dictature].

<sup>4</sup> *Ibidem*. Ce qui réapparaît pratiquement inchangé dans ces arguments, ce sont les idées de base qui ont opposé durant la guerre les ISD à la Ligue-Spartacus : rupture avec le principe bureaucratique du chef dans le parti et séparation rigoureuse d'avec l'USPD.

<sup>5</sup> Voir pour la suite : "KAZ" (Hambourg), 1<sup>o</sup> année (1919), n<sup>o</sup> 96 ; "Kommunistische Räte-Korrespondanz", 1<sup>o</sup> année (1919), n<sup>o</sup> 15/16.

<sup>6</sup> Dan ce sens encore, voir la Circulaire relative à la question syndicale du 28/08/1919. Voir Rudolf Rettig, *opus cité*, p. 19 sq.

<sup>7</sup> "KAZ" (Hambourg), 1<sup>o</sup> année (1919), n<sup>o</sup> 96

<sup>8</sup> "KAZ" (Hambourg), 1<sup>o</sup> année (1919), n<sup>o</sup> 96

<sup>9</sup> *Ibidem*

les organisations aient le droit de vote. Lors du II<sup>o</sup> Congrès du KPD(S) convoqué du 20 au 24 octobre 1919, le Congrès de Heidelberg<sup>10</sup> ainsi nommé, il fut donc attribué le droit de vote à la centrale par 24 voix contre 18 et c'est ainsi que la condition de la victoire du cours de Levi fut créée.

Dans les conflits entre la centrale et l'opposition communiste de gauche, se heurtaient les positions qui avaient déjà durant la guerre différencié les chefs de la Ligue-"Spartacus" de ses propres partisans radicaux et des ISD, et qui avaient opposé, lors du Congrès constitutif du KPD(S), le cercle qui entourait Rosa Luxemburg à la majorité communiste de gauche<sup>11</sup>. Après la Conférence nationale de Francfort, les communistes de gauche de Brême commentèrent l'attitude de la centrale en disant que l'on ne pouvait pas s'empêcher d'avoir l'impression que, du fait de sa défense du travail dans les syndicats existants pour laquelle elle inclinait maintenant clairement, il s'agissait de la même prise de position erronée « que les gens de Spartacus prirent pendant la guerre concernant la scission du parti »<sup>12</sup>. Les communistes de gauche de Hambourg firent remonter le manque de détermination de la centrale pour la convocation d'une conférence fondée sur la volonté des membres du parti, à la tradition de la Ligue-"Spartacus" : « Les chefs – les anciens membres de la Ligue-"Spartacus" et ceux qui sont devenus "plus spartakistes" que les spartakistes – estiment qu'il est de leur devoir d'établir la dictature des chefs dans le KPD »<sup>13</sup>. Cette mise en perspective historique du rapport entre la centrale de Levi et les communistes de gauche conduisit finalement à ce que Laufenberg et Wolffheim opposèrent le spartakisme au communisme<sup>14</sup>, sans qu'ils trouvent en cela une pleine approbation dans leur propre camp et sans qu'ils aient non plus tout fait raison, puisque la tendance communiste de gauche avait parfaitement été représentée en grand nombre chez les membres de la Ligue-"Spartacus". Au II<sup>o</sup> Congrès du parti en octobre 1919, la grande discussion entre la centrale et les communistes de gauche, dont les porte-parole furent encore une fois les Hambourgeois, eut donc lieu. Dans cette lutte avec le communisme de gauche, Paul Levi s'inspira pour des raisons tactiques d'une invective qui avait été utilisée avant la première guerre mondiale par l'aile droite et par le centre du SPD à l'encontre des radicaux de gauche regroupés autour de Rosa Luxemburg; il qualifia l'attitude de l'aile gauche du parti de "syndicalisme révolutionnaire"<sup>15</sup>. Il hypostasait ainsi les différends tactiques et organisationnels depuis le Congrès constitutif en une lutte entre le marxisme et le syndicalisme révolutionnaire dans le parti<sup>16</sup>. Il essaya en particulier de démontrer, dans son rapport sur la situation politique, en s'appuyant sur leur littérature (journaux et brochures), que Laufenberg et Wolffheim n'avaient plus le droit de se qualifier de communistes et que par conséquent le parti ne pouvait plus les tolérer. Il cita entre autres un article d'Heinrich Vogeler qui avait écrit dans la KAZ de Hambourg que l'on devait parvenir « à la société communiste sans classes avec les moyens de lutte du syndicalisme révolutionnaire ». Or, si Vogeler, enthousiaste intellectuel

---

<sup>10</sup> Le Congrès du parti eut lieu de manière illégale ; c'est pourquoi le lieu des débats devait être modifié de jour en jour ; il se situa successivement à Wachenburg, Heidelberg, Mannheim et à Dilsberg am Neckar.

<sup>11</sup> Voir à ce sujet le paragraphe sur le Congrès constitutif du KPD(S).

<sup>12</sup> "Der Kommunist" (Brême), 1<sup>o</sup> année (1918/19), n<sup>o</sup> 135, supplément.

<sup>13</sup> "KAZ" (Hambourg), 1<sup>o</sup> année (1919), n<sup>o</sup> 153.

<sup>14</sup> Voir Heinrich Laufenberg/Fritz Wolffheim, *Kommunismus gegen Spartakismus. Eine reinliche Scheidung* [Communisme contre spartakisme. Un divorce net et propre], Hambourg 1920.

<sup>15</sup> Le fait que Levi soit parfaitement conscient de la différence entre les syndicalistes révolutionnaires et les communistes de gauche est trahi par exemple par une formulation dans la discussion sur la position du parti durant les combats dans la Ruhr après le putsch de Kapp, discussion dans laquelle il distingue soigneusement les deux courants ; il y parle du « dérapage des syndicalistes révolutionnaires et de notre ancienne opposition », Rapport sur le IV<sup>o</sup> Congrès du KPD(S) les 14 et 15 avril 1920, Berlin 1920, p. 21.

<sup>16</sup> Voir "Die Internationale", 1<sup>o</sup> année (1919). Cahier 15/16, p. 284 : « La question était de savoir si l'école marxiste était adaptée au cours de la révolution prolétarienne ou bien si elle devait être remplacée par l'école - ils la dénomment pensée - syndicaliste révolutionnaire ».

de la révolution et novice politique, était certes largement typique des masses communistes de gauche avec son mélange de théorèmes syndicalistes révolutionnaires et unionistes, il n'était justement pas représentatif de l'unionisme hambourgeois. Laufenberg et Wolffheim, auxquels, entre autres, Karl Becker de Brême se joignit, eurent donc beau jeu de récuser l'accusation de "syndicalisme"; ils se montrèrent à bon droit étonnés que, il y a encore deux mois, à la Conférence nationale de Francfort, il n'avait pas été question de contradiction de principe entre le communisme et leur "syndicalisme"<sup>17</sup>, et ils purent faire remarquer que, dans le Nord, l'intention de s'unir aux syndicalistes révolutionnaires – comme cela avait eu lieu dans la région de la Ruhr avec la FAU – n'existait pas, et que, au contraire, il en était résulté justement une violente attaque contre les unionistes hambourgeois dans le "Syndikalist"<sup>18</sup>. Laufenberg avait objectivement raison quand il affirmait que la centrale avait fait « du syndicalisme révolutionnaire qui circulait dans le parti un épouvantail »<sup>19</sup>.

Dans un virage manifeste, Paul Levi, à l'encontre du communisme de gauche nord-allemand, réclama une fois de plus dans son rapport présenté au Congrès, "Les lignes directrices des principes et de la tactique communistes"<sup>20</sup>, la participation aux élections parlementaires et la fusion des fractions communistes au sein des conseils ouvriers existants; il considérait « l'union des prolétaires les plus résolus » dans la forme d'organisation du parti comme aussi indispensable pour la lutte victorieuse pour la dictature du prolétariat qu'une « centralisation la plus rigoureuse » dans un tel parti. Comme prémisses non admissibles de la méthode du parti dans la phase d'action et comme « un moyen prôné par les anarchistes et les syndicalistes révolutionnaires mais en réalité contre-révolutionnaire », il rejetait le sabotage, la résistance passive et l'idée selon laquelle la grève générale serait un acte révolutionnaire unique et utilisable à discrétion en vertu de l'organisation. L'objectif de ces lignes directrices se manifestait dans la phrase de conclusion dans laquelle il était dit que les membres du KPD qui ne partageraient pas ces conceptions sur la nature, l'organisation et l'action, du parti, ou bien qui leur contreviendraient par la parole ou par l'écrit, devraient être exclus du parti<sup>21</sup>. Les lignes directrices de Paul Levi furent adoptées par le Congrès avec des modifications insignifiantes<sup>22</sup> par 31 participants au congrès ayant le droit de vote – sur ces 31 voix, il y avait 8 voix de la centrale –; 18 délégués se prononcèrent contre, et ils pouvaient donc se considérer comme exclus du KPD(S); la scission du Parti communiste allemand se dessinait. Wolffheim déclara que l'on aurait à partir de maintenant un "Parti Communiste d'Allemagne"(Ligue-Spartacus) et un "Parti Communiste d'Allemagne" qui engloberait l'ensemble du Nord, la Rhénanie, Berlin et une partie de la Saxe<sup>23</sup>. Les délégués exclus protestèrent contre toute la procédure qu'ils qualifièrent de coup de main, et en particulier contre la présentation inattendue des lignes directrices de Levi qui n'avaient été connues dans l'Empire qu'à la dernière minute<sup>24</sup> et qui donc n'avaient pas pu du tout être discutées par les membres. La centrale donna par la suite les difficultés de liaison sous l'état de siège comme alibi – pas tout à fait convaincant – pour ce retard. Les autres négociations du II<sup>o</sup> Congrès après l'exclusion des 18 oppositionnels montrèrent du reste que, par cet acte, aucune clarté

<sup>17</sup> *Bericht vom 2. Parteitag der KPD(S)*, p. 38.

<sup>18</sup> *Ibidem* p. 34.

<sup>19</sup> *Ibidem* p.34.

<sup>20</sup> *Ibidem* p. 3-6. Voir l'Appendice documentaire n<sup>o</sup> VIII.

<sup>21</sup> *Ibidem*, p. 6. La dernière partie de la phrase (« ... ou bien qui leur contreviendraient par la parole ou par l'écrit..) a été rayée ensuite par 23 voix contre 19. Voir *ibidem*, p. 42.

<sup>22</sup> *Ibidem*, p. 42.

<sup>23</sup> *Ibidem*, p. 43. Note 4. Le jour des délibérations, ce sont en tout 25 participants au Congrès qui ont été exclus du parti ; parmi eux, 5 provenaient de Berlin, 4 de Hambourg, 7 de Brême, 4 de Hanovre, et 1 de Dresde, de Magdebourg, de Lubeck et d'Essen, plus un orateur itinérant. Voir *ibidem*, p. 45.

<sup>24</sup> Voir la déclaration des oppositionnels : *ibidem*, p. 43. Selon la présentation du "KAZ" (Hambourg) 1<sup>o</sup> année (1919), n<sup>o</sup> 153, les lignes directrices n'avaient été publiées que quelques jours avant le début du Congrès dans le "Kommunist" d'Erfurt et le "Freiheit" de Hanau, et donc seulement dans deux feuilles provinciales du KPD(S).

parfaite n'avait été apportée dans les questions tactiques essentielles du parti<sup>25</sup>. Dans la discussion des lignes directrices sur le parlementarisme, on entendit encore des voix qui s'exprimèrent contre la participation aux élections parlementaires au moment présent. Dans la discussion sur la question syndicale, encore plus épineuse, le co-rapporteur, qui était de la Rhénanie-Westphalie, défendit après comme avant la sortie des anciens syndicats et la constitution de l'"Union Ouvrière Générale"<sup>26</sup>; les lignes directrices de Levi concernant la question syndicale avaient de toute façon élargi l'exigence de principe de la lutte contre la bureaucratie syndicale à l'intérieur des anciens syndicats de l'additif que la lutte pouvait être aussi menée – « s'il le faut »<sup>27</sup> – à l'extérieur des syndicats; il concédait cela expressément pour le district minier de la Ruhr et il reconnaissait donc le fait accompli de l'"Union Ouvrière Générale". C'est avec cette fixation de la tactique syndicale sur le travail à l'intérieur des anciens syndicats et la reconnaissance simultanée de la formation de l'Union des mineurs indépendante, contraire à ces directives, mais qu'il ne fallait plus faire disparaître, que commencèrent les querelles sans fin que la centrale du KPD(S) eut à régler dans les années suivantes avec ses unions syndicales indépendantes.

Avec la scission du KPD(S) en octobre 1919, au cours de la phase du désenchantement révolutionnaire, apparurent à peu près simultanément dans le communisme allemand deux théories du rôle du parti dans la révolution, qui se réclamaient toutes les deux des idées politiques de Rosa Luxemburg. Les auteurs de ces deux conceptions, Karl Radek et Anton Pannekoek, avaient appartenu ensemble aux radicaux de gauche du SPD avant la guerre. Karl Radek soutenait maintenant la position de la centrale du KPD(S), et Anton Pannekoek essayait d'étayer la position de la majorité communiste de gauche. Radek, qui était revenu d'Union soviétique en Allemagne depuis la fin de 1918, qui était certes emprisonné depuis le 12 février 1919 mais n'était pas politiquement isolé<sup>28</sup>, avait adressé au Congrès de Heidelberg une lettre de salutations<sup>29</sup> qui avait été lue lors de l'ouverture du Congrès et qui était d'accord sur tous les points essentiels avec les lignes directrices de Levi. Tous les deux, Radek et Levi, se laissaient guider – sans l'admettre publiquement, mais cela a été dénoncé aussitôt par les critiques des communistes de gauche – par l'idée que le KPD(S) avait besoin, pour sa consolidation organisationnelle, de s'adjoindre l'aile gauche de l'USPD. Un moyen pour parvenir à ce but était le refus des principes du communisme de gauche; Radek semblait être plus éloigné que Levi de l'idée d'une rupture organisationnelle d'avec l'opposition de gauche dans le KP. Sur la question de la participation aux élections, Radek mettait le Congrès en garde contre tout engagement du parti : il n'était « ni un parti parlementaire par principe comme la social-démocratie, ni un parti anti-parlementaire par principe comme les anarchistes »<sup>30</sup>. Si l'on était en plein milieu de la lutte révolutionnaire, on n'avait évidemment pas besoin du parlement; mais dans une situation d'épuisement révolutionnaire des masses, de répression de l'organisation, etc., des représentants communistes au parlement seraient de la plus grande importance afin de rassembler à nouveau les masses après la défaite<sup>31</sup>. Dans les syndicats, il est essentiel de combattre « la bureaucratie syndicale contre-révolution-

<sup>25</sup> *Bericht vom 2. Parteitag der KPD(S)*, p. 45-51.

<sup>26</sup> Voir *ibidem*, p. 57 sq.

<sup>27</sup> *Ibidem*, p. 66.

<sup>28</sup> Voir, concernant l'activité de Radek durant l'année 1919, l'exposé : Otto Ernst Schüddekopf ; *Karl Radek in Berlin, ein Kapitel deutsch-russischer Beziehungen im Jahre 1919* [Karl Radek à Berlin, un chapitre des relations germano-russes en 1919], dans : "Archiv für Sozialgeschichte", vol. 2 (1962), p. 87 sq. Schüddekopf présente de préférence les implications de politique étrangère de l'activité de Radek.

<sup>29</sup> Cette lettre a été publiée par la Centrale du parti sous forme de brochure : Karl Radek, *Zur Taktik des Kommunismus, ein Schreiben an den Oktober-Parteitag der KPD* [La tactique du communisme, une lettre adressée au Congrès d'octobre du KPD], Berlin 1919.

<sup>30</sup> *Ibidem*, p. 6.

<sup>31</sup> Voir à ce sujet les lignes directrices de Levi à propos du parlementarisme dans lesquelles la même chose est dite avec d'autres mots. *Bericht vom 2. Parteitag der KPD(S)*, p. 62 sq.

naire »<sup>32</sup>; si l'on est exclu en tant que vaincu, alors le regroupement dans de nouvelles organisations est justifié; mais ce serait une entreprise vaine que de vouloir sans plus attendre s'implanter, contre les fédérations comptant des millions de membres des syndicats existants, « avec de nouvelles organisations créées en un tournemain »<sup>33</sup> comme les Unions. Avec la création des Unions, l'on ne ferait que s'isoler des masses qui, après comme avant, affluent vers les anciens syndicats. Enfin, Radek défendait, comme Levi, une centralisation stricte de l'organisation du parti. Ceux qui réclamaient, au cours de la guerre civile et sous l'état de siège, le fédéralisme et la démocratie conséquente à l'intérieur du parti, ceux-là disperseraient en pratique le parti en une série de groupes locaux « dans lesquels toutes sortes de dieux de petit format pourraient s'adonner à leur incohérence et à leur confusion personnelles comme exécuteurs supposés de la volonté des membres des organisations locales »<sup>34</sup>. L'exigence de Radek et de Levi d'une direction centralisée du parti provenait de leur conception du parti en tant que rassemblement de la fraction du prolétariat ayant une conscience de classe, comme l'avant-garde révolutionnaire de ce dernier. Levi avait reproché à l'opposition de remplacer « la claire vision de l'avant-garde de la classe ouvrière par la tendance chaotique des masses entrées en effervescence »<sup>35</sup>. Radek écrivait que le parti n'était pas la masse « des communistes inconscients qui ne deviennent avisés qu'après les coups de bâton » mais qu'il devait représenter plutôt la conscience du prolétariat. « La direction du parti qui est composée des éléments les plus mûrs, les plus déterminés, du communisme »<sup>36</sup>, devait, dans le cadre des lignes directrices générales du communisme, pouvoir souvent décider rapidement, déterminer la route du parti, donner des mots d'ordre. Radek et Levi estimaient, dans leurs réflexions tactiques fondées sur la phase de stagnation actuelle, que le cours de la révolution allemande serait long et lent. Radek donnait à penser que la misère économique pourrait provoquer à nouveau des luttes spontanées au cours de l'hiver 1919/20, mais qu'il n'en serait pas nécessairement ainsi et qu'en outre le prolétariat pourrait les perdre<sup>37</sup>. Levi n'attendait pas le point bas de la crise du capitalisme allemand avant 1926<sup>38</sup>. Laufenberg s'en prit, dans son rapport sur le Congrès devant l'organisation de Hambourg, à cette évaluation de la situation révolutionnaire<sup>39</sup>. Sa vision de la situation révolutionnaire peut être considérée comme typique de l'attitude emplie d'espoir des communistes de gauche<sup>40</sup>. Il objecta à la centrale que la tactique de celle-ci n'était justifiée que si l'on croyait que « la force révolutionnaire des masses était paralysée et qu'il ne fallait plus compter sur l'insurrection des masses à l'avenir »<sup>41</sup>. Mais le prolétariat allemand n'avait pas le temps d'attendre encore une demi-douzaine d'années pour prendre le pouvoir; l'hiver qui arrivait apporterait vraisemblablement la décision. Si l'on perdait confiance dans la force révolutionnaire spontanée des masses, alors il ne restait en définitive que « le chemin de la conjuration organisée artificiellement »<sup>42</sup>, sur lequel la centrale s'était engagée; encore une fois, elle aurait instauré une "organisation de chefs" et non pas une organisation de l'activité autonome et

<sup>32</sup> Karl Radek, *Zur Taktik des Kommunismus*, p. 7.

<sup>33</sup> *Ibidem*, p. 7. Voir à ce sujet les lignes directrices de Levi sur la question syndicale dans : *Bericht vom 2. Parteitag der KPD(S)*, p. 64 sq.

<sup>34</sup> Karl Radek, *Zur Taktik des Kommunismus*, p. 11.

<sup>35</sup> *Bericht vom 2. Parteitag der KPD(S)*, p. 62.

<sup>36</sup> Karl Radek, *Zur Taktik des Kommunismus*, p. 11.

<sup>37</sup> Karl Radek, *ibidem*, p. 6.

<sup>38</sup> *Bericht vom 2. Parteitag der KPD(S)*, p. 14.

<sup>39</sup> Voir "KAZ" (Hambourg), 1<sup>o</sup> année (1919), n<sup>o</sup> 160 : *Bericht von der Reichskonferenz* [Rapport sur la Conférence nationale]

<sup>40</sup> Voir par exemple dans ce sens, Fritz Sturm : *Die Differenzen in der Frage zum Parlamentarismus* [Les différences dans la question du parlementarisme], dans : "Der Kommunist" (Brême) 2<sup>o</sup> année (1919), n<sup>o</sup> 135, complément.

<sup>41</sup> "KAZ" (Hambourg), 1<sup>o</sup> année (1919), n<sup>o</sup> 160.

<sup>42</sup> *Ibidem*.

immédiate des travailleurs, à savoir une "organisation de classe" telle qu'elle est mise en œuvre dans les Unions.

Anton Pannekoek, qui était rentré en Allemagne immédiatement après la Révolution de Novembre, qui avait travaillé comme collaborateur permanent de l'"Arbeiterpolitik" de Brême et qui avait fait de l'agitation pour les IKD<sup>43</sup>, prit, peu après le II<sup>o</sup> Congrès du KPD(S), position en faveur des oppositionnels exclus. Après qu'il se fut déjà déclaré en décembre 1919 solidaire de la tactique des communistes de gauche allemands du Nord-Ouest dans une série d'articles, pesant le pour et le contre, dans le "Kommunist" de Brême<sup>44</sup>, il combina dans les premiers mois de janvier 1920 leurs conceptions politiques avec les prémisses politiques qu'il avait établies avant et pendant la guerre mondiale, et il les condensa jusqu'à ce qu'elles aient la cohérence d'une théorie politique<sup>45</sup>. Pour Pannekoek, les exigences tactiques formulées dans la lettre de salutations de Radek au II<sup>o</sup> Congrès étaient « l'expression la plus nette » de ce qu'il appelait l'"opportunisme"<sup>46</sup> qui refaisait son apparition dans la III<sup>o</sup> Internationale. Il repérait dans le communisme international une tendance à attirer la grande masse des travailleurs qui se tenaient encore à l'écart vers le travail pratique du parti et par conséquent à faire ressortir ce qui liait les différents partis ouvriers; à côté de cette tendance "opportuniste", il y en avait – selon Pannekoek – une autre qui voulait « révolutionner les têtes par la parole et par l'action » et qui coupait à cet effet de la manière la plus tranchée les nouveaux principes de la lutte de classe à l'époque révolutionnaire des conceptions traditionnelles<sup>47</sup>; il désignait cette tendance comme la tendance "radicale". L'"opportunisme" provenait de l'idée fautive selon laquelle il fallait avoir un parti ayant le plus possible d'adhérents pour faire la révolution; ni un parti de masse, ni une coalition de partis, n'est en mesure d'y parvenir; les forces déterminantes de la révolution résident dans les facteurs psychiques, « profondément enfouis dans le subconscient des masses, et dans les grands événements de la politique mondiale »<sup>48</sup>. Il était du devoir du parti, dans une situation révolutionnaire, de présenter aux masses des principes non affadés, le plus nettement ébauchés. La tactique de l'"opportunisme" efface ces principes clairs. La stagnation provisoire du développement de la révolution mondiale n'était pas, d'après Pannekoek, une raison pour revenir aux formes de lutte historiquement périmées du parlementarisme et du travail dans les syndicats, qui avaient été caractéristiques de la II<sup>o</sup> Internationale. Le parlementarisme était hors de question au stade de la révolution pour deux raisons : l'une, parce qu'il était « la forme typique de lutte par l'intermédiaire des chefs, ce qui impliquait que les masses jouent un rôle subordonné »<sup>49</sup>; il empêchait l'activité propre des masses qui était nécessaire à la révolution. L'autre, parce qu'il avait, d'après l'observation de Pannekoek, la

<sup>43</sup> Voir par exemple : Anton Pannekoek, *Bolchewismus und Demokratie* [Bolchevisme et démocratie], une conférence tenue devant le groupe local de Neumünster du Parti Communiste International, Neumünster 1919.

<sup>44</sup> Voir "Der Kommunist" (Brême), 2<sup>o</sup> année (1919), n<sup>o</sup> 301-204 : *Taktische und organisatorische Streitfragen* [Les différends sur la tactique et l'organisation]; cette série d'articles est paru sous le pseudonyme de Pannekoek, Karl Horner.

<sup>45</sup> Voir Anton Pannekoek, *Weltrevolution und kommunistische Taktik* [Révolution mondiale et tactique communiste], Vienne 1920 ; Pannekoek a écrit ce résumé de ses idées communistes de gauche en ayant en vue le II<sup>o</sup> Congrès du Komintern de juillet 1920. Le texte a paru tout d'abord comme un article de revue dans l'organe du PC de Vienne "Kommunismus, Wochenschrift für Theorie und Praxis der revolutionären Marxismus", 1<sup>o</sup> année (1920) cahier 28/29, p. 976-1018, sous le titre : *Die Entwicklung der Weltrevolution und die Taktik des Kommunismus* [Le développement de la révolution mondiale et la tactique du communisme]. Cet article de revue a été réédité depuis peu par un "Projektsgruppe Räte" à Berlin-Ouest dans la publication : *Parlamentarismusdebatte, Pannekoek, Lukacs u. a.*, Berlin 1968, p. 20-62.

<sup>46</sup> *Ibidem*, p. 11.

<sup>47</sup> *Ibidem*, p. 8. L'on se rend compte aisément que Pannekoek voyait dans la tendance opportuniste la poursuite de la politique d'appui de la Ligue-Spartacus à l'USPD et la tendance radicale comme la poursuite de la position des ISD et des IKD.

<sup>48</sup> Voir Pannekoek, *Weltrevolution*, p. 9

<sup>49</sup> *Ibidem*, p. 18.

tendance inévitable à corrompre la volonté révolutionnaire des parlementaires. Une fois que l'on avait mis le pied sur le terrain légal du parlement, l'on ne pouvait s'empêcher, pour assurer sa position, d'employer les moyens de la diplomatie mesquine; « finalement, le parlement ne sert plus de moyen pour parvenir au communisme, mais c'est le communisme, en tant que mot d'ordre de propagande, qui est au service de la politique parlementaire »<sup>50</sup>. Pannekoek s'abritait derrière la résolution anti-parlementaire du Congrès constitutif du KPD(S); d'après son interprétation, elle provenait « non pas de l'illusion immature d'une victoire facile et rapide, mais du besoin de se libérer de la dépendance intellectuelle des représentants au parlement..., puisque l'on voyait maintenant devant soi, dans la structure du système des conseils, le chemin vers une action autonome »<sup>51</sup>. Pannekoek avait considéré avant la guerre les syndicats, ces institutions directement nées des besoins de la classe ouvrière, comme les organisations réellement adéquates à la lutte de classe<sup>52</sup>. Sous la forme d'organisations gigantesques intégrées à l'ordre capitaliste existant par le processus de bureaucratisation, ils en étaient des survivances de l'époque pré-révolutionnaire, et ils étaient devenus un organe des dominants. Dans sa réponse à la question de savoir comment la lutte contre la bureaucratie syndicale devait être engagée, Pannekoek s'opposa avec la plus grande netteté à Radek<sup>53</sup>. Il était vain de vouloir travailler à l'intérieur des grandes fédérations syndicales car ces organisations étaient impropres, du fait de l'ensemble de leur structure, aux objectifs révolutionnaires. La révolution victorieuse les balayerait et, au cours de son déroulement, des unions ouvrières s'établiraient spontanément à leur place dans l'entreprise, l'industrie, le lieu d'habitation, le district, etc. Les unions, dans lesquelles Pannekoek voulait voir des copies des soviets russes<sup>54</sup>, étaient restées sans grand succès en Allemagne parce que leur propagande avait coïncidé avec le déclin de la révolution. « Mais, aux époques révolutionnaires, les travailleurs seront forcés de faire de l'organisation d'entreprise la base de leur union »<sup>55</sup>. C'est dans son argumentation contre les tentatives de centralisation du KPD(S) défendues par Radek qu'apparurent de manière particulièrement claire les idées fondamentales de la théorie politique de Pannekoek. Comme la centrale avait qualifié de "syndicalistes révolutionnaires" les communistes de gauche, il caractérisa la politique de la centrale comme une sorte de "nouveau blanquisme"<sup>56</sup>. Il entendait sous ce terme la conception qui était précisément présentée dans les écrits de Radek, à savoir qu'une minorité révolutionnaire pouvait conquérir le pouvoir et le conserver, et « cela constituerait la conquête du pouvoir par le prolétariat »<sup>57</sup>. Cette politique quasi-conspiratrice, détachée des masses, conduirait dans tous les cas à la dictature du parti communiste, et jamais à la dictature du prolétariat en tant que classe. Un tel parti, qui, en tant qu'élite prolétarienne, voulait faire la révolution pour les masses, était justifié le cas échéant en Russie où il avait fallu vaincre l'inertie d'immenses masses paysannes; dans les États industriels de l'Europe

<sup>50</sup> *Ibidem*, p. 19. Voir aussi à ce sujet : Anton Pannekoek, *Bolchewismus und Demokratie*, p. 12 : « Mais pour autant que les parlementaires élus se préoccupent de satisfaire la volonté populaire, ils sont bientôt emboînés par la saleté parlementaire, la discipline de parti, les magouilles de coulisses, les intrigues, le bavardage, et le gouvernement parlementaire des têtes du parti est déjà pratiquement indépendant de la volonté populaire... ».

<sup>51</sup> Anton Pannekoek, *Weltrevolution*, p. 20.

<sup>52</sup> Voir plus haut le paragraphe sur la théorie des masses révolutionnaires de Pannekoek et sur son idée de l'organisation ; voir aussi : Anton Pannekoek, *Weltrevolution*, p. 21 sq.

<sup>53</sup> Voir l'article de Pannekoek signé Karl Horner dans : "Der Kommunist" (Brême), 3<sup>e</sup> année (1920), n<sup>o</sup> 22 : *Die Gewerkschaftsfrage* [La question syndicale].

<sup>54</sup> Voir Anton Pannekoek, *Weltrevolution*, p. 23 : « Les "unions" en Allemagne sont copiées de façon encore plus intentionnelle sur l'idée des soviets, mais elles sont faibles à cause de la stagnation de la révolution. Toute régénération de ce genre qui affaiblit les syndicats centralisés et leur solidité interne enlève un obstacle au passage de la révolution et affaiblit la puissance contre-révolutionnaire de la bureaucratie syndicale ».

<sup>55</sup> Pannekoek dans : "Der Kommunist" (Brême), 3<sup>e</sup> année (1920), n<sup>o</sup> 22

<sup>56</sup> Voir son article signé Karl Horner : *Der neue Blanquismus* [Le nouveau blanquisme], dans : "Der Kommunist" (Brême), 3<sup>e</sup> année (1920), n<sup>o</sup> 27.

<sup>57</sup> *Ibidem*.

occidentale en revanche, la révolution devait procéder de la spontanéité des masses ouvrières elles-mêmes; là, se posait avant tout le problème de surmonter l'influence profondément enracinée de la culture bourgeoise sur le prolétariat, de faire en sorte que le prolétariat parvienne à sa propre conscience dans l'action. Ainsi que les événements dans le KPD(S) le montreraient précisément, ce qu'il y avait dans la logique finale des conceptions de Radek, ce n'était pas de faire exercer la dictature par l'ensemble du KP, mais uniquement par la centrale<sup>58</sup>.

Si l'on compare les idées de Pannekoek et de Radek à la fin de l'année 1919, à propos de la voie sur laquelle le KPD(S) devrait s'engager, avec la discussion que Rosa Luxemburg mena avec Lénine en 1904 sur l'organisation de la social-démocratie russe, certaines analogies ne sont pas à repousser. Pannekoek défendit, en très étroite connexion avec Rosa Luxemburg, l'initiative créatrice des masses contre la revendication à la direction d'un comité central tout-puissant. Si Paul Levi jouait « la claire vision de l'avant-garde de la classe ouvrière » contre « la tendance chaotique des masses entrées en effervescence », il s'abritait – sciemment ou à son insu – derrière les conceptions organisationnelles de Lénine, et son argumentation n'était pas très dissemblable de celle de Kautsky sur « une masse aussi fortement mélangée » de 1912<sup>59</sup>. Il ne partageait plus en tout cas la croyance aux possibilités révolutionnaires constructives des masses modernes. La logique théorique, dans la continuité de pensée des conditions de la spontanéité des radicaux de gauche d'avant 1914, et dans leur application à la situation actuelle (1919), était du côté de Pannekoek. Sa théorie politique repose sur et tombe avec l'affirmation que les énergies révolutionnaires, qui sont inhérentes aux masses industrielles prolétariennes modernes, sont capables de parvenir à la transformation de l'ordre capitaliste. Si cette affirmation était confirmée par le cours de la révolution – et la plupart des intellectuels communistes de gauche y crurent jusqu'en 1923 environ –, elle aurait été apte à se développer. Mais si elle était contredite dans la révolution, alors une organisation fondée sur cette raison d'être devrait suivre temporairement une évolution sectaire. Pannekoek conserva, après la fondation du KAPD en avril 1920, sa position de mentor intellectuel des communistes de gauche, sans renoncer tout à fait pour autant à une certaine distance sceptique par rapport au processus d'évolution du parti et de son Union. Le camarade et ami de Pannekoek, l'écrivain Herman Gorter, défendit directement, depuis la fin de 1918, les théories de celui-ci, tout d'abord à l'intérieur de l'opposition communiste de gauche, puis à l'intérieur du KAPD.

De même que Pannekoek tira les conséquences radicales des prémisses de la spontanéité de Rosa Luxemburg, de même Radek s'en tint à la fin de 1919 à la position de Rosa Luxemburg, telle qu'elle s'était dessinée dans sa résolution en faveur du travail parlementaire et dans son attitude vis-à-vis de la question syndicale lors du Congrès constitutif du KPD(S). Il pouvait se considérer comme l'administrateur légitime du testament politico-tactique de Rosa Luxemburg dans la phase de dépression révolutionnaire de la seconde moitié de l'année 1919, après que toutes les actions de masse spontanées eurent été écrasées sans avoir eu aucun résultat. Ce qui est étonnant, ce n'est pas son argumentation en faveur du cours de Levi, mais le fait qu'il se soit détourné des prémisses de la spontanéité,

---

<sup>58</sup> « Et une autre conséquence de cette doctrine est à nouveau que ce n'est pas l'ensemble du Parti communiste qui exerce cette dictature, mais c'est sa Centrale, et en premier lieu à l'intérieur du Parti lui-même, où elle exclut des personnes sur la base de son pouvoir absolu et où elle flanque dehors une opposition avec des moyens minables. Il y a aussi, dans ce que dit Struthahn (pseudonyme de Karl Radek, NdA) là-dessus, beaucoup de choses précieuses ; mais les frères paroles sur la centralisation de la force révolutionnaire entre les mains de l'avant-garde de vieille date feraient plus d'impression si l'on ne savait pas qu'elle devait servir, pour la protection d'une petite politique opportuniste, à la tricherie avec les Indépendants et à la nostalgie de la tribune parlementaire ». «Der Kommunist» (Brême), 3<sup>e</sup> année (1920), n<sup>o</sup> 2.

<sup>59</sup> Voir plus haut le paragraphe sur la théorie des masses révolutionnaires de Pannekoek et sur son idée de l'organisation.

qu'il partageait précédemment avec Pannekoek, de la gauche social-démocrate avant la première guerre mondiale. Ce tournant se produisit durant son activité en 1917/18 en Russie et sous l'influence directe de la tactique de Lénine. En relation avec les actions bolcheviques d'épuration contre les anarchistes russes en avril 1918, Radek avait déjà qualifié l'idée, selon laquelle « tout dans la révolution devait reposer sur l'indépendance des masses »<sup>60</sup>, de contre-révolutionnaire et de petite-bourgeoise, et il s'était exprimé pour la centralisation économique et organisationnelle. Lénine fit incidemment mention en 1918 de la conversion de Radek à partir du point de vue du communisme de gauche<sup>61</sup>. De manière similaire aux anciens radicaux de gauche de Brême, Paul Fröhlich et Karl Becker, Radek prit cependant ensuite dans le KPD(S), par exemple à l'occasion du putsch de Kapp et de l'Action de Mars, une position particulièrement à gauche dans les questions tactiques; ni lui, ni les autres membres du groupe qui gravitait autour de la "Arbeiterpolitik", ne purent se détacher aussi rapidement de leurs origines radicales de gauche.

Les deux projets organisationnels et tactiques contraires qui furent présentés dans le PC allemand à la fin de la première année de son existence, sur la diffusion réelle desquels chez les adhérents communistes il n'est possible de rien dire avec certitude, mais que l'on ne doit pas surestimer, continuèrent à se développer logiquement en 1920. Le cours inauguré par Paul Levi et Karl Radek conduisit en décembre 1920 à la fusion du KPD(S) avec l'aile gauche de l'USPD, et il transforma ainsi pour la première fois le PC allemand en un parti de masse, dans lequel s'imposèrent les principes de la centralisation organisationnelle, de la participation aux élections parlementaires et au travail communiste dans les syndicats de l'ADGB. Les forces qui, dans le communisme allemand, refusèrent ce cours-là, mais qui ne suivaient pas du tout unanimement le programme ébauché par les réflexions de Pannekoek, se réunirent en très grande partie dans le "Parti Ouvrier Communiste d'Allemagne" (KAPD) fondé en avril 1920, dans lequel la pensée de Pannekoek s'imposa, en particulier par l'entremise de son compatriote Herman Gorter, mais qui dégoûta bientôt des groupes importants au cours de son processus de clarification théorique.

---

<sup>60</sup> Karl Radek, *Anarchismus et Räteregierung* [L'anarchisme et le gouvernement soviétique], traduit du russe et avec un avant-propos de Fritz Sturm, Hambourg sans date (1919), p. 11. La brochure est parue d'abord sous la forme d'une série d'articles destinés à justifier l'action armée contre les anarchistes russes dans l'organe central des bolchevils.

<sup>61</sup> Voir V. I. Lénine, *Der "linke Radikalismus", die Kinderheit im Kommunismus* [Le gauchisme, la maladie infantile du communisme], dans Lénine, *Ausgewählte Werke*, Berlin 1963, vol. III, p. 407.